

Un sommet humanitaire mondial

ISTANBUL Une réunion requise par l'étendue des désastres actuels

► 6.000 participants, dont 70 chefs d'Etats, sont attendus à Istanbul pour le premier sommet humanitaire mondial.
► Un lieu symbolique : la Turquie accueille 2,7 millions de Syriens.
► Redoutant un chapelet de « bonnes intentions », MSF a claqué la porte.

Attention, c'est une première. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a invité les grands de ce monde ces 23 et 24 mai à Istanbul, pour le premier sommet humanitaire mondial (SMII). L'idée : réunir autour d'une même table ONG, gouvernements et acteurs privés pour essayer de mieux répondre aux crises humanitaires. Les enjeux sont importants. Selon les observations de l'ONU, jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, la planète n'a connue une situation aussi dégradée. « L'histoire

nous jugera sur la manière dont nous aurons utilisé cette opportunité », avertissait le mois dernier Ban Ki-moon.

La présence – confirmée très tôt – d'Angela Merkel a donné du poids au sommet. Et la plupart des acteurs clés participent, à l'exception notable de Médecins sans frontières.

L'ONG, qui a pourtant pris part aux discussions préparatoires, a jeté l'éponge début mai et annoncé qu'elle renonçait à un sommet qui n'aboutirait qu'à un chapelet de déclarations de « bonnes intentions » des Etats membres.

Reproche principal : l'ONU a fait le choix de la facilité en se concentrant sur des enjeux périphériques de développement aux dépens de problèmes plus cruciaux et conflictuels. « C'est dommage, nous comptons sur la voix de MSF, notamment sur le respect du droit international humanitaire », regrette Herve Verhoosel, le porte-parole de ce sommet.

Scolariser 1,6 millions de Syriens

Un sommet pour du bonheur ? Il sera en tout cas l'occasion de quelques annonces. Comme

celle d'un grand plan porté par l'ancien Premier ministre britannique Gordon Brown pour scolariser un million et demi d'enfants syriens. Surtout, sera présenté le « Grand Bargain », une proposition de réforme du financement du système humanitaire international sur laquelle se sont entendus les quinze principaux pays donateurs et les quinze plus grandes agences humanitaires.

« Donner mieux et dépenser mieux : il s'agit de faire en sorte que plus d'argent arrive sur le terrain », résume Herve Verhoosel. Un milliard de dollars

pourrait être ainsi économisé sur cinq ans.

La Belgique sera représentée par le ministre du Développement Alexander De Croo. Celui-ci devrait notamment mettre l'accent sur le rôle du secteur privé dans le financement de l'aide humanitaire. L'occasion de présenter un nouvel instrument développé par le gouvernement belge en association avec la Croix-Rouge et destiné à attirer les investisseurs : le « humanitarian impact bond ». ■

LORRINE KIHLE

Turquie Le pays en quête de reconnaissance

ISTANBUL
DE NOTRE CORRESPONDANTE

Un sommet historique, « le plus important jamais organisé en Turquie », « le signe de l'admiration de la communauté internationale pour les efforts de la Turquie », « l'occasion de partager nos pratiques pour montrer l'exemple au monde »... Quoi qu'il ressorte du sommet humanitaire mondial des 23 et 24 mai à Istanbul, les autorités turques ont déjà épuisé la liste des superlatifs pour transformer cet événement en moment de fierté nationale et en opération de communication. Les Turcs estiment avoir « donné une leçon à l'humanité » en offrant l'hospitalité à trois millions de réfugiés, et comptent répéter cette leçon dans toutes les langues du sommet, ces lundi et mardi.

« Si la politique syrienne de la Turquie peut être critiquée, il reste que ce pays abrite plus de réfugiés qu'aucun autre », observe Hasan Öztürk, du Centre d'études stratégiques Bilgesam. Le gouvernement veut que ses efforts soient vus, reconnus, applaudis. Il pense que ce n'est pas assez le cas. Le choix d'Istanbul, plutôt que Genève ou une autre ville candidate, est-il porteur d'un tel message ? Du côté de l'ONU, organisateur de l'événement, on fait valoir poliment que ce choix date d'il y a trois ans, que de « nombreux facteurs logistiques, budgétaires... » entrent en ligne de compte et qu'il ne faut y voir aucun message particulier. « Mais il est vrai, reconnaît-on, que la Turquie est très active dans le domaine humanitaire. »

Et pour cause : lorsque le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé en 2013 le choix de la Turquie, le pays abritait déjà 450.000 Syriens et avait dépensé pour eux deux milliards de dollars. Trois

ans plus tard, les Syriens sont six fois plus nombreux et le coût de leur accueil a quintuplé. Dans le même temps, la Turquie s'est hissée au troisième rang des plus généreux donateurs d'aide humanitaire internationale, derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni, deux pays autrement plus riches.

Humanitaire tous azimuts

Car la diplomatie humanitaire d'Ankara, montée en puissance dans les années 2000 sous le Parti de la justice et du développement (AKP), est loin de se limiter à l'accueil de réfugiés. Des Philippines à la Somalie, la Turquie déploie son assistance sur les cinq continents, avec une prédilection pour l'Afrique et pour l'action d'urgence. « Dans ces pays, Ankara développe son "soft power". En 2009-2010, cela a beaucoup contribué à son élection comme membre non permanent

du Conseil de sécurité de l'ONU, avec l'impressionnant soutien de 151 pays », avance Hasan Öztürk.

Pourtant, paradoxalement, le sommet d'Istanbul intervient au moment où une série de failles et d'accusations graves écorne cette image de « généreux hôte et donateur », notamment dans la crise syrienne. Ce sont les dizaines de milliers de déplacés qui attendent depuis plusieurs mois en Syrie, dans des camps de fortune et sans sécurité, qu'Ankara veuille bien rouvrir sa frontière. Ce sont des ONG reconnues, comme Amnesty international et Human rights watch, qui affirment que la Turquie a expulsé des Syriens et qui accusent des soldats turcs d'avoir tué certains de ceux qui tentaient de franchir la frontière. Ce qu'Ankara dément.

C'est aussi l'effet délétère de l'accord migratoire signé avec l'Union européenne, les soupçons de chantage qui accablent Ankara, ses menaces de tout annuler si les Turcs n'étaient pas bientôt exemptés de visas Schengen... C'est encore, en Turquie, la peur et la colère des habitants de Kilis à la frontière syrienne (90.000 locaux pour 120.000 Syriens) face aux roquettes de Daesh qui s'abattent sur leur ville, tuant depuis janvier au moins vingt et une personnes.

C'est enfin cette crainte que la Turquie n'arrive plus à faire face, à surmonter le coût social et économique d'une guerre sans fin chez son voisin. « Les Syriens ne partiront pas, ils font désormais partie de notre société, souligne Hasan Öztürk. Il faut les intégrer rapidement pour éviter de graves problèmes avec les populations locales d'ici quelques années, et pour ne pas ruiner l'image positive renvoyée jusqu'à aujourd'hui. » ■

ANNE ANDLAUER

EN CHIFFRES

6.000 participants

125 millions de personnes au moins, ont besoin d'aide humanitaire selon l'ONU. On compte par ailleurs plus 60 millions de déplacés (contre 37 millions en 2005). Du jamais-vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Un sommet spécifique leur sera consacré en septembre à New York.

1,6 millions d'enfants syriens n'ont pas accès à l'école.

Près de 150 millions d'euros ont été dépensés par l'Etat belge pour l'aide humanitaire en 2015, dont un tiers spécifiquement destiné aux conflits en Syrie et en Irak. Un montant record.

6.000 participants, dont 70 chefs d'Etats et de gouvernements, sont attendus ces 23 et 24 mai à Istanbul.

réfugiés La Turquie, pas si sûre pour les Syriens

La Turquie, un pays tiers sûr où la Grèce peut renvoyer les réfugiés syriens ? Ce n'est pas l'avis de l'instance d'appel grecque qui a accepté la semaine passée le pourvoi d'un demandeur d'asile syrien arrivé sur l'île de Lesbos, et qui avait vu sa demande d'asile refusée par l'autorité migratoire hellénique.

L'information, révélée par le quotidien *Le Monde* et attestée par Amnesty international, est de nature à mettre en question l'un des fondements légaux de l'accord conclu par l'Union européenne avec la Turquie afin de stopper l'afflux migratoire sur les îles grecques. Le texte de la décision grecque, qui n'a pas encore été notifiée au réfugié syrien en question mais qu'a obtenu la correspondante en Grèce du *Monde* (qui est aussi celle du *Soir*), argumente en détail que la Turquie ne peut être considérée comme « pays tiers sûr » pour le réfugié syrien.

Selon un accord bilatéral entre la Grèce et la Turquie, qui doit être prochainement élargi à l'ensemble de l'UE, même si la Turquie n'accorde pas le statut de réfugié à des ressortissants non européens, il leur accorderait une sécurité suffisante pour que l'on puisse y renvoyer des réfugiés sy-

riens.

A la date de jeudi dernier, 390 réfugiés syriens ont été renvoyés de Grèce vers la Turquie. La décision administrative de la commission de pourvoi grecque fait-elle vaciller tout l'accord UE-Turquie ? A la Commission européenne, on répond que l'accord « indique clairement que tous les cas seraient traités sur une base individuelle », que « cette décision prouve que c'est bien le cas », mais qu'il ne faut « en aucun cas la voir comme minant la valeur et le succès de cet accord ».

Arrivées tariées

Tant les autorités grecques qu'euroennes se réjouissent effectivement de ce que, depuis la conclusion de l'accord le 18 mars, les arrivées de migrants sur les côtes grecques se sont presque entièrement tariées.

Mais si les commissions de pourvoi devaient multiplier des décisions comme celle qui a été prise la semaine dernière, confirmant les critiques de nombreuses ONG et juristes internationaux quant au caractère illégal de ces renvois de réfugiés, l'accord UE-Turquie aurait bel et bien du plomb dans l'aile. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

MSF « On passe à côté de l'enjeu, la gestion de crise »

ENTRETIEN
Sandrine Tiller est conseillère en humanitaire pour Médecins sans frontières, à Londres. C'est elle qui a mené les travaux préparatoires du sommet pour le compte de l'ONG. Elle explique les raisons du retrait brutal de MSF, début mai.

Pourquoi cette volte-face ? Il est difficile de croire que vous vous êtes rendu compte seulement

trois semaines avant le sommet que, non, il ne changerait pas la face du monde...

Nous n'avons eu une vue d'ensemble sur l'agenda et les sujets traités que très tardivement. C'est seulement à ce moment-là que nous avons pu en discuter et prendre la décision de nous retirer. Le sommet perd de vue l'enjeu central de l'humanitaire actuellement : la gestion de crises.

Les zones de conflits, les crises sanitaires, les épidémies demandent qu'on soit capables de réagir de manière rapide et efficace. La Tanzanie, l'Irak, le Centrafrique, le Yémen... tous ces pays sont confrontés à des urgences majeures. Or, il y a trop peu d'assistance humanitaire. On avait demandé encore en mars que l'ONU mette l'accent sur cet aspect...

Vous vous sentez seuls sur le terrain ?

On a surtout l'impression que tout le sommet est focalisé sur le développement durable. C'est évidemment un enjeu important, mais pas le principal problème. C'est un peu comme de-

préparer une journée de prévention santé. C'est bien, la prévention, mais autant les laisser traiter des urgences, non ? On était engagé depuis dix-huit mois sur le projet, soumettant des comptes-rendus, des commentaires, des propositions. On a vraiment été partie intégrante du processus. Maintenant, ne pas participer au sommet ne signifie pas que nous nous désengageons.

Vous participerez à celui de New York en septembre sur les personnes déplacées ?

Oui.

Vous trouvez que l'ONU est trop frileuse face aux Etats ?

Il est évident qu'aborder la gestion de crises est plus difficile car c'est plus politique. Et qu'on ne s'y trompe pas : si on se focalise sur les questions de développe-

ment, c'est parce que c'est là qu'il y a de l'argent à faire. C'est pour cela que le « Grand Bargain » est un des principaux sujets du sommet.

Il y a une grande déception du côté des ONG avec ce sommet : l'ONU hrouille les cartes en demandant aux Etats des engagements non contraignants face à des crises humanitaires alors qu'il existe déjà des lois qui sont, elles, contraignantes et sur lesquelles certains Etats s'assoient. En 2016, on a dénombré quatorze attaques en Syrie et au Yémen qui ont visé des hôpitaux dont nous nous occupons. Ça dit quelque chose du besoin de régulation. ■

Propos recueillis par
LORRAINE KIHIL

« En 2016, on a dénombré 14 attaques qui ont visé des hôpitaux dont nous nous occupons »